

► **Paysanneries et conflits violents**

Revue internationale des études du développement

Institut d'études du développement de la Sorbonne (IEDES)
Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris
45 bis, av. de la Belle-Gabrielle, 94736 Nogent-sur-Marne Cedex

Directrice de publication: **Charlotte Guénard**
Responsable éditoriale: **Marilyne Efstathopoulos**
Courriel: revdev@univ-paris1.fr
Tél: +33 (0)1.43.94.72.02 – fax: +33 (0)1.43.94.72.44

Préparation de copie: **Stéphanie Lebassard, Anne Mars**
Maquette: **Syntexte**
Mise en page: **Éditions de la Sorbonne**
Imprimeur: **Dupliprint** – 733, rue Saint-Léonard, 53100 Mayenne
Éditeur: **Éditions de la Sorbonne** – 212, rue Saint-Jacques, 75005 Paris
www.editionsdelasorbonne.fr

N° ISSN: **2554-3415**
N° ISBN: **979-10-351-0964-6**
Dépôt légal: juillet 2024

Revue soutenue par l'Institut des sciences humaines et sociales (InSHS) du CNRS, 2023-2024
Revue labellisée ERIH-PLUS NSD
Revue labellisée AERES dans les sections Géographie, Aménagement, Urbanisme (2013), Science politique (2011), Sociologie, Démographie (2013), Économie (2015)
Tous les numéros de la *Revue internationale des études du développement* / *Revue Tiers Monde* sont disponibles en ligne: Persee.fr de 1960 à 2006 – Jstor.org depuis 1960 – Cairn.info de 2003 à 2021 – OpenEdition Journals depuis 2022

Licence CC-BY-NC-ND 4.0

Tarif abonnement annuel

	France et UE / <i>France & EU</i>	Hors UE / <i>Out of EU</i>
Particulier / <i>Individual</i>	60 €	60 €
Institution / <i>Organization</i>	100 €	120 €
Étudiant – sur justificatif / <i>Student – upon justification</i>	40 €	40 €

Adresse de retour des bulletins d'abonnement :
Revue internationale des études du développement / AboMarque
CS 60003 – 31242 L'Union Cedex – France

Contact mail : ried@abomarque.fr

Commande d'abonnement par téléphone (paiement par Carte Bancaire) :
05 34 56 35 60 (10h-12h/14h-17h)
depuis l'étranger : +33 534 563 560

Prix de vente au numéro en France métropolitaine : 20 €

REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

Revue trimestrielle publiée par l'Institut d'études du développement
de la Sorbonne de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

► Paysanneries et conflits violents

Sous la direction de Aymar Nyenyezi Bisoka, Mahamadou
Bassirou Tangara, Zakaria Soré et Gillian Mathys

ÉDITIONS DE LA SORBONNE

Fondateur
Directrice de la revue
Responsable éditoriale

Henri LAUGIER
Charlotte GUÉNARD
Marilyne EFSTATHOPOULOS

RÉDACTION EN CHEF

Claire BEAUGRAND
Science politique – CNRS IRISSE
Pierre JANIN
Géographie – IRD / UMR D&S
Jean-Michel WACHSBERGER
Sociologie – Université de Lille

COMITÉ DE RÉDACTION

Tania ANGELOFF
Sociologie – Université Paris 1 / UMR D&S
Sarah BEN NÉFISSA
Science politique – IRD / UMR D&S
Isaline BERGAMASCHI
Science politique – Université libre de Bruxelles
Sylvie CAPITANT
Sociologie – Université Paris 1 / UMR D&S
Quentin CHAPUS
Économie – Sciences Po Bordeaux
Dominique CONNAN
Science politique – Université Paris Nanterre
Tarik DAHOU
Anthropologie – IRD / Patrimoine locaux et gouvernance
Jean Noël FERRIÉ
Science politique – CNRS
Mylène GAULARD
Économie – Université Grenoble Alpes
Gaëlle GILLOT
Géographie – Université Paris 1 / UMR D&S
Tourya GUAAYBESS
Science politique – Université de Lorraine / Centre de recherches sur les médiations
André GUICHAOUA
Sociologie – Université Paris 1 / UMR D&S
Tarik HARROUD
Urbanisme – Institut national d'aménagement et d'urbanisme
Valeria HERNANDEZ
Anthropologie – IRD
Imène LAOURARI
Économie – Banque d'Algérie
Elena LAZOS CHEVERO
Anthropologie – Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Sociales
Anne LE NAËLOU
Sociologie – Université Paris 1 / UMR D&S
Karine MARAZYAN
Économie – Université de Rouen
Kamala MARIUS
Géographie – Université de Bordeaux / LAM
Emmanuel PANNIER
Anthropologie – IRD

Ariel PLANEIX

Anthropologie – Université Paris 1 / UMR D&S / Cour d'appel de Paris

Marc PONCELET

Sociologie – Université de Liège / Pôle SuD

Brenda ROUSSET YEPEZ

Démographie – Universidad Central de Venezuela

Abdoul SOGODOGO

Relations internationales – Faculté des sciences administratives et politiques de Bamako

Sadio SOUKOUNA

Sociologie politique – Université du Québec à Montréal

Fatiha TALAHITE

Économie – Center for Near and Middle Eastern Studies, University of Marburg

Virginie TALLIO

Anthropologie – MISR/LAM/ISCTE-IUL

Marie Reine TOUDEKA

Sociologie – Université de Lomé

Francis VERIZA

Géographie – Université de Toliara

Madeleine WAYACK PAMBÈ

Démographie – Université Joseph Ki-Zerbo, Ouagadougou, Institut supérieur des sciences de la population

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Bertrand BADIE
Dora BARRANCOS
Hakim BEN HAMMOUDA
Pierre BERTHAUD
Sophie BESSIS
Michel CARTON
Georges CORM
Georges COURADE
Gordon CUMMING
François GÈZE
Sofia GRUSKIN
Lora IANNOTTI
Jean-François KOBIANÉ
Rubén M. LO VUOLO
Jean-Luc MAURER
Radhia NASRAOUI
Marc RAFFINOT
Aida ROBBANA
Chérif Salif SY
Christine VERSCHUUR
Chen YINGFANG

Remerciements

La parution de ce dossier 255 n'aurait pas été possible sans l'investissement intense de la rédaction en chef de la *Revue internationale des études du développement* tout au long du processus de production, de l'appel à contributions jusqu'à la finalisation du dossier dans son intégralité, en lien avec les coordinateurs scientifiques.

Charlotte Guénard,
directrice de la publication

Nous remercions la revue et plus particulièrement Jean-Michel Wachsberger qui a été précieux dans l'aboutissement de ce processus et duquel nous avons beaucoup appris.

Les coordinateurs du dossier

Sommaire

5	Remerciements
9	Introduction. Repolitiser les paysanneries dans les conflits violents en Afrique et en Amérique latine Aymar Nyenyezi Bisoka – Mahamadou Bassirou Tangara – Zakaria Soré – Gillian Mathys
39	Extractivisme et résistances paysannes dans l’agroécologie au Brésil Une analyse de genre des conflictualités Isabelle Hillenkamp – Héloïse Prévost
65	Administration de « la brousse » et prémices des conflits armés au Burkina Faso : le cas des groupes Koglweogo Tanguy Quidelleur
95	Défendre le village et combattre pour le terroir : la mobilisation armée des groupes d’autodéfense à l’épreuve du travail agricole en pays Dogon, au centre du Mali Ibrahima Poudiougou
117	Territorialidades campesinas en los escenarios transicionales Iniciativas de paz del campesinado de Argelia y Anorí (departamento de Antioquia, Colombia) Luis Antonio Ramírez Zuluaga – Andrea Montoya Rodas – Andrés Felipe Osorio
145	Incansable combate del campesinado nicaragüense por su autonomía Hélène Roux
169	Fertile Soil? Rural Young Men’s Navigation of Changing Environments and the Potential Expansion of Jihadi Actors in Sikasso, Mali Marte Beldé

Introduction.

Repolitiser les paysanneries dans les conflits violents en Afrique et en Amérique latine

Aymar Nyenyezi Bisoka

Mahamadou Bassirou Tangara

Zakaria Soré

Gillian Mathys

Selon l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO, 2023), environ 873 millions de personnes à travers le monde sont employées dans le secteur agricole, représentant ainsi 27 % de la main-d'œuvre mondiale¹. Cela en fait le deuxième secteur le plus important au niveau international après celui des services. Les personnes travaillant dans le secteur agricole sont principalement localisées dans les États du Sud, notamment en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Malgré une production annuelle de plus de 3 600 milliards de dollars, ces populations restent souvent dans la pauvreté, la précarité et la vulnérabilité. Leurs modes de vie et systèmes d'activité dépendent fortement des ressources naturelles (eau, forêts, terre), dont les difficultés de renouvellement contribuent à accroître encore leur fragilité. Elles sont également les premières touchées par les

1. L'origine de ce numéro spécial remonte au colloque international Point Sud « Politique et conflits armés en Afrique : ramener la paysannerie au centre des débats », tenu à l'Université Joseph Ki-Zerbo au Burkina Faso en mars 2022.

chocs climatiques, l'insécurité foncière, les dégradations environnementales et les règles inégales des échanges. Ces phénomènes exacerbent les conflits au sein des communautés et avec d'autres groupes sociaux, pouvant souvent dégénérer en luttes violentes dues à la fragilisation ou au contournement des formes établies de régulation.

Dans cette introduction, nous examinons comment la littérature a influencé la perception des paysans en situation de conflits violents, entraînant une certaine dépolitisation de leur rôle et, par conséquent, une expertise peu satisfaisante de leur impact dans ces conflits. En posant le problème des relations entre les paysans et la politique dans les débats sur les conflits violents, nous avons opté pour un renouvellement théorique et conceptuel, consistant en une analyse critique des cadres théoriques existants. Aussi, cette option entraîne-t-elle l'intégration de perspectives intersectionnelles, une approche contextuelle et une exploration de nouvelles notions de pouvoir et de résistance. Ce choix va au-delà d'une perspective stato-centrée et plaide pour une « réalité située » (Devine *et al.*, 2020) qui permet de saisir les situations empiriques de ces relations. Cela implique de dépasser les approches centrées sur les élites (Utas, 2012) et de prendre au sérieux les « marges » (paysans) en privilégiant les éléments théoriques et les positionnements éthiques (Bahati Shamamba *et al.*, 2021) qui permettent de saisir les relations entre « marges » et processus politiques, à l'échelle locale du quotidien (Scott, 1985).

Fort de ce qui précède, ce dossier vise : (i) à analyser les paysanneries comme actrices politiques dans un contexte de conflits violents en Afrique et en Amérique latine²; (ii) à inscrire l'empirie comme élément central de jugement de l'autonomie organique et politique des paysans face à une pluralité d'acteurs et de situations produisant divers types de rapports de force ; et (iii) à articuler les dimensions d'accès aux ressources (terre) et d'économie morale exprimées par les diverses revendications, au sein de conflits dans lesquels les paysanneries sont impliquées.

2. Compte tenu des orientations de recherche des contributeurs et contributrices, ce texte introductif ne peut rendre compte de la richesse et de la diversité de la littérature sur les paysanneries d'Amérique latine. Il n'est donc qu'un jalon pour rassembler les différentes approches illustrant les débats. Par ailleurs, la littérature sur les paysanneries est vaste et l'accent est mis ici sur les paysanneries au cœur des conflits.

Par conflits violents, nous entendons toute forme d'affrontement mobilisant une panoplie diversifiée d'armes et exerçant un effet déstructurant sur les systèmes économiques et sociaux en place, visant parfois à les reconfigurer au profit de certains acteurs. Il s'agit de conflits qui transgressent généralement les normes sociales, engendrent de nombreuses victimes, désorganisent les ordres sociaux et politiques établis, possèdent leur propre autonomie sans perspective de régulation immédiate, tout en obérant l'avenir et en désorganisant les systèmes productifs. Ces conflits peuvent être liés à des crises multidimensionnelles, tantôt conjoncturelles, tantôt longues avec des accélérations et des rémanences, avec souvent, de surcroît, la montée en puissance (et en nuisance) d'insécurités armées.

De tels conflits peuvent être internes à certaines paysanneries ou se développer entre des franges spécifiques de paysanneries, ou encore porter atteinte à leurs moyens de production. D'autres peuvent naître et se développer à l'extérieur du monde rural avant de les toucher. Ces conflits violents se situent souvent au carrefour d'un faisceau de facteurs et de processus : les dynamiques de modernisation et de pouvoir liées à l'accès à la terre, la cristallisation des différences identitaires et ethno-communautaires, les divers problèmes de gouvernance de territoires et de ressources partagés. Ces conflits posent donc la question du rapport entre paysanneries et politique.

Dans l'analyse des conflits depuis les années 1990, les paysanneries sont le plus souvent considérées comme des victimes – certaines fois elles apparaissent coupables ou instrumentalisées – et rarement comme des actrices à part entière, possédant leur propre capacité d'agir ou agencéité (Nyenyezi Bisoka & Geens, 2021 ; Nyenyezi Bisoka 2016). Cependant, une analyse historique révèle de manière évidente le rôle politique, souvent décisif, joué par les paysans. Ils ont été, par exemple, au cœur des luttes contre la dépossession (Vanhaute, 2021), dans des mouvements de libération et révolutionnaires (Wolf, 1969 ; Feierman, 1990 ; Binford, 2022 ; Boyer, 2003 ; Roux, 2024) ou encore dans les récriminations contre l'État central. En général, il existe une littérature abondante qui met l'accent sur les paysans en tant qu'acteurs politiques et sociaux. Comment expliquer alors cette tendance à la dépolitisation de leur rôle, observée plus récemment dans certains corpus littéraires académiques sur les conflits ?

Nous proposons des axes de réflexion autour de deux champs de la littérature qui ont eu un effet souvent dépolitisant sur la considération du rôle des paysanneries dans les conflits : les *peace and conflict studies* et la littérature sur « la modernisation ». Dans une partie importante de la littérature traitant de l'Amérique latine, cette tendance est moins apparente : il apparaît même qu'elle accorde une importance particulière aux paysans comme acteurs à part entière (voir par exemple Barkin, 2004). Cette approche va au-delà des simples conflits pour se concentrer sur leurs conditions matérielles et structurelles. Cependant, pour davantage capter les dynamiques de dépolitisation des paysanneries en Afrique et en Amérique latine, cette introduction met en exergue la relation entre les paysanneries et les conflits violents dans ces continents, à partir de la critique du « fétichisme du conflit » dans les *peace and conflict studies* ainsi qu'à partir de l'hypothèse de l'autonomie politique des paysanneries dans les études dont elles font l'objet. Par « fétichisme du conflit » (Goodhand, 2000: 15) il faut entendre « l'hypothèse selon laquelle la violence est le problème et le seul prisme à travers lequel regarder la vie des gens » (Goodhand, 2000: 15).

Plus spécifiquement, en soutenant l'hypothèse que les paysanneries constituent un acteur politique, nous nous éloignons du prisme réifiant du conflit à partir duquel les paysanneries en Afrique et en Amérique latine sont souvent abordées. Cette approche est à l'origine d'un certain nombre d'écueils : un point de vue stato-centrique, une perspective trop localisée, la victimisation ou la criminalisation fréquente des paysans, la décomplexification, c'est-à-dire une simplification excessive ou une réduction des réalités complexes et diverses (sans prendre en compte la nature multiple de leurs expériences, luttes et identités). Toutefois, cela ne doit pas nous conduire à romancer les luttes paysannes et à ignorer les vulnérabilités découlant de leurs divers positionnements et luttes à caractère politique.

En analysant les articles de ce numéro, nous explorons la pluralité des répertoires et des modalités d'action pour identifier les marqueurs contextuels des trajectoires de crises, impliquant ces groupes à des degrés et formes diverses. Considérer les paysanneries comme multiples constitue déjà une opposition à toute perspective qui tendrait à les réifier, et en faire un acteur unique aux intérêts communs. Dans une telle perspective, apparaît l'idée de l'impossibilité d'avoir des positions divergentes au sein du groupe social

paysan³. Par exemple, le terme « paysan » en Afrique et en Amérique latine ne peut être compris comme renvoyant à un groupe immuable, existant en soi comme catégorie naturelle (Boyer, 2003 ; Roux, 2024 ; Edelman, 2013). Par conséquent, toute tentative de définition ne peut conduire qu'à constituer un idéal type d'une société paysanne (Mendras, 2000 ; Kearney, 2018), toujours marqué par une certaine ambiguïté (Cooper, 1981). Cette réalité implique de préciser les contours des paysanneries en fonction du contexte temporel et géographique (Boyer, 2003). De plus, les identités, au sein des paysanneries, peuvent, elles-mêmes, être multiples et se croiser avec d'autres catégories d'identification (Edelman, 2013), tout comme peuvent l'être les métiers aux intérêts souvent divergents.

Pour développer notre argument sur le caractère politique des paysanneries dans des contextes de conflit en Afrique et en Amérique latine et notre critique des biais épistémologiques qui participent de leur dépolitisation, cet article introductif développe d'abord la manière dont, historiquement, les théories de la modernisation ont favorisé une lecture dépolitisée des paysanneries, au cœur des situations de crises et de conflits violents. Il développe ensuite quelques mécanismes de dépolitisation des paysanneries en conflit

-
3. La définition de la « paysannerie » a toujours été un sujet de débat dans les études paysannes, car le terme désigne une catégorie dynamique avec des réalités et des contextes divers et variés, et des approches multidimensionnelles (historiques, économiques, sociales et politiques). D'une manière générale, cependant, la paysannerie est considérée comme un groupe social et économique spécifique, caractérisé essentiellement par sa relation à la terre et à la production agricole. Les paysans sont principalement engagés dans l'agriculture, produisant des aliments et d'autres produits agricoles pour la consommation et le marché. Ils exploitent souvent de petites parcelles de terre, qui peuvent être possédées, louées ou exploitées sous diverses formes de fermage ou de métayage. Outre ce rôle économique, la paysannerie a également été définie comme une classe sociale spécifique ayant le plus souvent un accès direct aux moyens de production nécessaires à sa subsistance, avec un degré de propriété foncière allant de la propriété pure et simple de ses parcelles à diverses formes de métayage. La paysannerie a également été définie sur la base de son mode de vie et de ses structures sociales distinctes, influencées par son travail agricole, ce qui en fait une catégorie qui a souvent représenté une force majeure dans les mouvements sociaux et politiques tels que le plaidoyer, la révolte ou la révolution paysanne. Bien que de nombreuses personnes vivent encore dans des conditions similaires à celles de la paysannerie historique, la notion classique de paysannerie a été transformée au cours des dernières décennies par diverses dynamiques modernes comme l'urbanisation, l'agriculture industrielle et la réforme agraire (Nyenyezi Bisoka, 2016).

– dont le « fétichisme du conflit », la victimisation et la criminalisation, le fétichisme identitaire et le stato-centrisme.

1. Modernisation, conflit et dépolitisation des paysanneries

Au cours des dernières décennies, la littérature sur les conflits violents dans les pays du Sud a gagné en importance. Elle rend compte de la manière dont est perçue, catégorisée et analysée, la place des paysanneries dans les sciences sociales. Les discours dominants sur ces phénomènes en Afrique et en Amérique latine ont évolué au fil du temps.

L'économie politique des paysanneries en Afrique et en Amérique latine a, jusqu'au début des années 2000, souvent envisagé celles-ci sous l'angle de leur disparition (Peemans, 2016). En effet, la fin de la Seconde guerre mondiale a été un moment clé dans l'histoire de la paysannerie du Sud. Ce moment marque un tournant important car il est le point de départ d'une forte promesse de développement économique (Nkounawa Fotso, 2019), articulée dans un contexte souvent colonial, surtout en Afrique. Cette promesse consistait à la mise en place de nouvelles dynamiques socio-économiques qui allaient marquer profondément l'histoire agraire de l'Afrique et de l'Amérique latine. C'est à partir de la profondeur de ces dynamiques qui impliquaient à la fois les pressions économiques, les politiques publiques et leur direction *top-down*, qu'a été prédite la disparition du paysan (Nkounawa Fotso, 2019).

En effet, vers les années 1960, la révision des pratiques agricoles en Afrique et en Amérique latine avait posé la question de la disparition de la paysannerie, *via*, plus largement, la transformation de l'agriculture et de la paysannerie. Évolutionniste et eurocentrée, cette perspective s'est appuyée sur l'expérience de l'agriculture française qui a transformé le paysan français en entrepreneur, adoptant de nouvelles techniques de production et de gestion (Mendras, 2000). Cette expérience française a souvent été lue en parallèle avec le contexte de la révolution agricole en Angleterre, qui avait conduit des analystes de la paysannerie à envisager, de manière quasi « prophétique », la transformation des petits propriétaires terriens en ouvriers agricoles (Marx, 1867; Kautsky, 1900).

C'est cette analogie qui a mené le débat intellectuel des années 1960 à se focaliser sur la définition des paysanneries en Afrique et en Amérique latine pour pouvoir les caractériser et mieux comprendre le processus de leur disparition (Peemans, 2016). Si cet angle de vue était légitime, c'est parce que l'introduction de cultures de rente (dès la période coloniale) et des changements dans le fonctionnement des sociétés paysannes en Afrique et en Amérique latine, conduisait à une sorte d'intégration du paysan africain et latino-américain sur le marché mondial (Hill, 1977). Des chercheurs voyaient naître un capitalisme rural d'une grande portée parmi les paysans du continent africain et du sous-continent latino-américain, qui devenaient petit à petit capitalistes par le biais des cultures dites de rente⁴ (Tangara *et al.*, 2020). Dans le cas de l'Afrique, ces études concernaient surtout les cultures comme le coton, le cacao, le café, le thé et, pour l'Amérique latine, les cultures de banane, de maïs (Daiber & Houtart, 2012).

Dans ces contextes, la mort des paysanneries était prédite par l'hypothèse que les agriculteurs du Sud cesseraient d'être des paysans pour devenir de véritables capitalistes, responsables de leurs propriétés et de l'organisation du travail. Ils devaient être capables de contrôler le capital, de l'organiser et de le gérer, et surtout capables d'exercer des tâches multiples, liées ou non à leur activité principale (Hill, 1977, cité par Bryceson, Kay & Mooij, 2000). Ces pratiques qui se généralisaient chez les agriculteurs riches étaient supposées être aussi ce à quoi aspiraient les agriculteurs pauvres (Lombard, 1981). C'est cette dynamique qui aurait menacé les paysanneries. Leur fin devait ainsi s'inscrire dans des dynamiques capitalistes qui perçoivent les pratiques paysannes comme arriérées et irrationnelles et en proposent de nouvelles basées sur la rationalité libérale.

C'est en cela que devait consister la modernisation des paysanneries. Les dynamiques qui devaient la concrétiser se sont nourries des référentiels internationaux, repris par plusieurs gouvernements africains et latino-américains, et qui ont jugé les paysanneries en général et les agricultures en

4. Nous reconnaissons que cette notion de « culture de rente », encore largement utilisée en Afrique et en Amérique latine, semble à la fois dépassée et erronée. Elle correspond à une analyse économique éloignée des réalités concrètes (surtravail familial non rémunéré, production annuelle variable, instabilité des prix, etc.), qui tranche nettement avec la notion de rente.

particulier, comme arriérées, en marge de l'industrialisation, et qu'il fallait à tout prix moderniser (Yépez del Castillo *et al.*, 2018)⁵. Cette modernisation devait passer par l'abandon des pratiques et techniques agricoles, au prétexte qu'elles relevaient de l'agriculture de subsistance, au profit d'une agriculture moderne, avec une production intensive grâce à la mécanisation des moyens de production. De ces visions modernistes a émergé le concept d'agro-business, visant à faire évoluer les agricultures familiales vers une agriculture industrialisée tournée vers le marché à travers l'amélioration de la productivité. Ce processus devait impliquer le passage de familles paysannes du statut d'entités communautaires pour la production de subsistance, à celui de petites entreprises intégrées dans la chaîne de valeur de l'agriculture marchande globalisée (Ansoms, 2009).

L'émergence des crises politiques et des conflits armés en Afrique et en Amérique latine à la fin des années 1980 (Stearns, 2011) a profondément redéfini le paysage politique et socio-économique de ces régions. Dans beaucoup de pays d'Afrique, la crise initialement centrée sur les problèmes agraires dans les années 1980 s'est rapidement métamorphosée en crise étatique majeure. Celle-ci a été accompagnée d'un changement de paradigme au niveau des bailleurs de fonds comme la FAO, déplaçant le rôle de l'État en tant que moteur principal du développement, vers la société civile et le secteur privé. Mais la notion de « modernisation » a persisté dans la conception des solutions à la crise agricole et au problème du rôle de la paysannerie, et l'affaiblissement de cette dernière à la suite des conflits armés n'y a rien changé (Bernstein, 1990).

Le glissement de l'État vers des acteurs non étatiques a également été observé en Amérique latine, où les contre-insurrections⁶, combinées à la crise de la dette des années 1980, ont ouvert la voie aux politiques néolibérales. Ces politiques ont exercé une pression supplémentaire sur les paysanneries déjà affectées par la violence politique, remplaçant les paradigmes nationalistes

5. Prise en compte moderniste mais adaptée, par exemple au Burundi sous la présidence de Jean-Baptiste Bagaza, en Tanzanie sous la présidence de Julius Nyerere, au Burkina Faso sous la présidence de Thomas Sankara.

6. Il s'agit d'une série d'actions militaires, politiques et sociales entreprises par les gouvernements pour combattre et neutraliser les mouvements de guérilla ou autres formes de rébellion armée.

de politiques de développement rural mises en œuvre par l'État, tout en conservant les idées sous-jacentes de modernisation (Binford *et al.*, 2020).

Cette évolution a marqué le début d'un intérêt croissant de la littérature pour les effets des politiques modernisatrices sur les paysans, au détriment de la considération des paysanneries en tant qu'actrices politiques. Malgré les contestations des politiques néolibérales, soulignant notamment leur propension à favoriser l'accaparement des terres par certaines élites, ces critiques se sont souvent révélées moins structurées (Lavigne Delville, 2016; Ansoms, 2009). Cette tendance à marginaliser les paysans dans l'analyse des conflits s'est donc développée parallèlement à la montée en puissance des études sur la paix et les conflits (*peace and conflict studies*) et des discours sur les « États défaillants » des années 1980-1990 (Moyo & Yeros, 2005). Des régions telle que celle des Grands Lacs africains, fortement touchées par les conflits armés depuis 1990, ont vu leurs initiatives de pacification se concentrer principalement sur les élites (Nyenyezi Bisoka, 2019), négligeant largement les paysans, bien qu'ils constituent la majeure partie des acteurs impliqués dans ces conflits. Des chercheurs, tels que Newbury (2000), soulignent que les questions foncières ont souvent été au cœur des conflits à grande échelle dans de nombreux pays africains. Même dans ces contextes fortement marqués par des conflits violents impliquant un grand nombre de paysans, les paysanneries ont continué à être appréhendées en fonction de leur rapport à la modernisation ou de leur disparition.

Dans le cas de l'Afrique, les conflits armés ont touché des régions entières comme le Sahel aujourd'hui, transformant les routes de transhumance, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, le Niger et le Nigeria, le Cameroun et le Tchad, en zones de guerre, minées par la criminalité organisée et les menaces diverses. Les populations de ces régions ont souvent subi des violences économiques par certains groupes armés et souvent par les militaires dans les zones où l'État est peu présent, fragilisé ou en repli. En conséquence, les communautés nomades et rurales se sont progressivement équipées d'armes légères sur les marchés parallèles, afin d'assurer leur propre sécurité (Favarel-Garrigues & Gayer, 2016). En effet, cette partie de l'Afrique connaît depuis le début de la décennie 2010 un important développement des groupes de vigilantisme. Des Dozos (Hagberg *et al.*, 2019) aux Koglweogo (Soré, 2019; Soré *et al.* 2021) en passant par les Dan Nan Ambassagou (Poudiougou, 2023)

et les Rugah, les paysanneries de la région se sont organisées pour répondre aux violences des groupes armés djihadistes qui écument leur espace de vie et menacent leurs activités.

Dans la région des Grands Lacs évoquée plus haut, l'approche centrée sur les élites a eu deux conséquences : d'un côté, elle a concédé aux paysans le statut soit de victimes, soit de bourreaux ; d'autre part, elle a favorisé l'élaboration de plans de réponse et de sorties de crise (ou estampillées comme tels) inadaptés, voire contre-productifs, les paysans étant perçus, non comme des acteurs d'une transformation sociale profonde, mais plutôt comme des spectateurs des activités de modernisation ; les conflits qui les affectaient ont été considérés par les élites comme un problème passager à résoudre, avant de poursuivre le projet de transformation des paysanneries. Cette approche centrée sur les élites a non seulement marginalisé les paysans dans les processus de paix, mais elle a également conduit à des interventions inefficaces faisant fi des racines des conflits, voire l'exacerbation de ces conflits.

Plus généralement, certains référentiels de politiques agraires – repris par plusieurs organisations internationales et gouvernements – qui ont mené à appréhender la modernisation comme un cadre de pensée structurant pour les paysanneries en Afrique et en Amérique latine, ont montré leurs limites empiriques (Ansoms, 2009), favorisant la résistance des modes de production paysans et mettant en évidence le rôle central du paysan comme acteur du développement rural – et non celui des entrepreneurs ou des politiques, comme on a pu le croire par le passé. Entre production de denrées et approvisionnement des marchés urbains, emploi des jeunes désœuvrés et lutte contre l'exode rural, diversification d'activités, génération de revenus et lutte contre la pauvreté, gestion du terroir, préservation environnementale et reconquête éventuelle de la biodiversité, les paysanneries jouent un rôle pivot en milieu rural et restent bien des actrices politiques majeurs (Yépez del Castillo *et al.*, 2018) même si elles ne sont pas toujours reconnues comme telles. Malgré leur capacité à maintenir leur autonomie politique du fait de leurs luttes, les paysanneries ont toujours subi les répercussions de diverses pratiques modernisatrices et capitalistes en Afrique et en Amérique latine. En outre, ces paysanneries ont continué à négocier leurs conditions de survie à travers leurs relations aux espaces urbains (par exemple la commercialisation des récoltes en ville pour investir dans le rachat des terres ou d'intrants agricoles

en milieu rural) ou aux marchés, et ce malgré les crises liées aux instabilités capitalistes ou environnementales.

2. Mécanismes de dépolitisation des paysanneries au cœur des conflits

Nous revenons ci-dessous sur quelques mécanismes de dépolitisation des paysanneries en conflit – dont le « fétichisme du conflit », la victimisation et la criminalisation, la cristallisation et l'instrumentalisation des identités ainsi que le stato-centrisme.

2.1. Le « fétichisme du conflit » et ses dérives

Selon Goodhand (2000: 15), lorsque nous travaillons dans les zones de conflits, nous devons être conscients du biais que représente le fétichisme du conflit, c'est-à-dire le risque de considérer la violence comme unique problème auquel sont confrontées les personnes avec lesquelles nous travaillons et le seul prisme sur leur vie. Or, leur vie comporte bien d'autres dimensions et aspects pour lesquels le conflit n'est pas le seul point de référence ni la seule variable explicative (Goodhand, 2000: 15). La plupart des articles inclus dans ce dossier démontrent les dangers et les pièges d'une telle approche.

Pour ce qui concerne l'Afrique, plusieurs auteurs (Van Leeuwen *et al.*, 2022 ; Newbury & Newbury, 2000) ont rappelé combien ce « fétichisme du conflit » irrigue certaines études sur les conflits et les conduit à considérer et interpréter les événements, litiges, tensions etc. affectant les sociétés et les territoires marqués par un conflit armé « comme faisant partie de la dynamique du conflit, plutôt que de placer les problèmes dans le contexte social, économique ou politique plus large dans lequel ils s'inscrivent » (Van Leeuwen *et al.*, 2022). Ce contexte plus large est très souvent important pour comprendre le rôle des paysanneries dans les conflits et, par conséquent, parvenir à capter l'agencité qui démontre leur caractère politique. Par exemple, même si plusieurs analyses relient clairement les conflits fonciers localisés dans les paysanneries, aux formes de violences inscrites dans des luttes politiques au niveau national, elles n'offrent que des indices limités permettant de relier les violences auxquelles participent les paysans à des processus structurels d'exclusion, de dépossession et d'appauvrissement

qu'ils dénoncent (Veuliet, 2020). En outre, les conflits fonciers ne sont pas l'apanage des environnements touchés par les conflits, mais constituent, dans une certaine mesure, un aspect normal des transformations agraires en cours. En considérant les conflits fonciers principalement comme une question d'insécurité et de violence, ils se déconnectent conceptuellement des modèles de changement agricole plus structurels auxquels ils renvoient pourtant (Van Leeuwen *et al.*, 2022).

Pour l'Amérique latine, il apparaît qu'au-delà des « violences chroniques » (Pearce, 2007) et de la « vulnérabilité chronique » (Baird, 2020) dans les contextes caractérisés par les conflits, les populations font face à une multitude de crises d'origines différentes. En utilisant la notion de « crises aggravées⁷ » (*compounding crises*), ces auteurs (Pearce, 2007 ; Baird, 2020) ont réussi à remettre en question l'exceptionnalisme des crises armées comme facteur essentiel de la vie des populations en général et des paysans en particulier, mais aussi comme le seul angle à partir duquel la vulnérabilité de ces populations peut être captée (Baird, 2020). Au lieu de s'inscrire dans le « fétichisme du conflit » en pensant les crises armées comme des facteurs qui déterminent la vie paysanne, ils proposent de penser ces crises comme des « crises aggravées », c'est-à-dire comme des situations au cours desquelles des risques supplémentaires sont susceptibles d'affecter les populations vivant chroniquement dans la violence et la vulnérabilité. Dans ce cas, la violence, en tant que crise parmi tant d'autres, cesse d'être le seul prisme à partir duquel la vie paysanne est envisagée.

Ce type de « crises aggravées » a également été bien mis en exergue dans le cas des paysanneries africaines, confrontées à une péjoration tendancielle de leurs conditions d'existence sur fond d'aggravation de chocs conjoncturels et de renforcement de risques systémiques conduisant, en retour, à une augmentation de leur vulnérabilité globale (Stojetz & Brück, 2023 ; Abel *et al.*, 2019 ; Bashizi *et al.*, 2021). Ces risques sont souvent composés de phénomènes météorologiques et climatiques, de crises économiques et alimentaires, de pandémies, de crises armées, etc. Marte Beldé, dans son article « Fertile Soil?

7. Rappelons que ces crises sont à la fois durables et répétées, et constituent ainsi une série de cycles. Mais ces cycles impliquant souvent de nouveaux acteurs, de nouveaux enjeux ou de nouvelles formes de revendications, il est difficile de procéder à des analyses comparatives.

Rural Young Men's Navigation of Changing Environments and the Potential Expansion of Jihadi Actors in Sikasso, Mali », démontre que, du point de vue des populations rurales, la reconfiguration sociale de la violence djihadiste n'est que le dernier épisode d'une longue série de transformations de l'environnement social.

Cette historicisation est nécessaire dans l'analyse des moteurs globaux du changement, tels que le capitalisme ou la modernisation, et la façon dont ils ont conduit à la négation de la reconnaissance et de l'injustice vis-à-vis de ces communautés. C'est également ce déni qui a alimenté l'infrapolitique des revendications identitaires et la résistance paysanne, comme le montre le cas du Nicaragua. Cet argument est développé dans l'article « Incansable combate del campesinado nicaragüense por su autonomía » d'Hélène Roux. L'autrice montre comment les paysans, notamment les indigènes, ont été les protagonistes du conflit armé, ainsi que l'importance de la question de l'accès à la terre. L'article met en lumière la façon dont l'ignorance des racines des conflits, liée à des situations agricoles irrésolues, en génère de nouveaux résultant à la fois de circonstances historiques et de l'évolution du rôle (économique, environnemental) attribué aux territoires ruraux. La contribution d'Héloïse Prévost et Isabelle Hillenkamp, « Extractivisme et résistances paysannes dans l'agroécologie au Brésil. Une analyse de genre des conflictualités » souligne également la nécessité d'avoir un angle d'observation plus long et plus global afin de comprendre la relation entre violence et paysanneries.

Comprendre l'agencéité des paysans, au-delà de l'angle restreint du conflit, permet donc d'élucider leurs motivations enracinées dans des contextes matériels, idéologiques, symboliques et historiques, au-delà des espaces locaux ou nationaux. Par ailleurs, l'intérêt d'adopter une approche historique dépasse la simple compréhension des conflits violents en tant que composante des « crises aggravées ». Il s'étend également à l'examen de l'usage de la violence en soi. Tanguy Quidelleur met en évidence l'existence de dynamiques sociales violentes dans la gouvernance des sociétés paysannes qui se sentent oubliées par l'État central burkinabè. Il s'interroge sur la manière dont ces dynamiques ont influencé les crises actuelles. Dans ce contexte, il est crucial de noter que cette violence « pré-conflit » ne doit pas être perçue

comme un phénomène isolé. Au contraire, elle doit être envisagée comme participant de la régulation sociale et politique de ces régions.

Pour étudier le champ des relations entre conflits violents et paysanneries, il est donc essentiel de ne pas déformer les réalités sociales vécues à l'aune de ce prisme simplificateur et réifiant. Cela signifie également que la question de l'agencité des paysanneries au cœur des conflits doit être replacée dans un contexte plus large que les seuls aspects conjoncturels immédiats. Une historicisation est donc nécessaire pour mieux comprendre combien de « *compounded crises* » sont le résultat d'un enchevêtrement de facteurs causaux, d'une superposition de faits, d'une intrication d'interactions ayant souvent des racines plus lointaines au cœur de contextes coloniaux car imparfaitement décolonisés (Mathys, 2024: 5).

2.2. Les processus réifiants de victimisation et de criminalisation

La « fétichisation du conflit » a également d'autres effets pervers et réifiants, notamment parce qu'elle pose les faits de manière dichotomique, stéréotypée et binaire, avec des paysanneries soit « victimes », soit « criminelles », soit « instrumentalisées ». Ce positionnement analytique simplificateur est malheureusement encore trop fréquent (Nyenyezi Bisoka, 2019).

La littérature des *peace and conflict studies*, en Afrique notamment, y est particulièrement sujette : les paysanneries y apparaissent comme victimes impuissantes, malmenées ou broyées par des conflits violents et devant à tout prix être aidées et assistées (Hecker *et al.*, 2013) ; elles sont également présentées comme des complices opportunistes ou naïves, souvent manipulées par des entrepreneurs politiques locaux ou nationaux (Conca & Wallace, 2013 ; Stearns, 2021). Et, même lorsque l'impact de la violence sur les paysanneries est analysé, ces dernières sont souvent plutôt considérées comme des « figurantes » que comme des « actrices » à part entière, même si elles peuvent être majoritaires d'un point de vue démographique (Veuillet, 2020). Cette perspective est cependant nuancée dans certaines études historiques qui ont montré le rôle des paysanneries dans les luttes anticoloniales ou dans les contestations de certaines politiques modernisatrices (Delcourt, 2013).

Le tableau diffère cependant sensiblement pour ce qui est de l'Amérique latine et des Caraïbes, où ces mêmes paysanneries sont clairement identifiées comme actrices, notamment des rébellions et des mouvements émancipateurs/révolutionnaires, souvent liés à des demandes de réforme agraire, et, plus récemment, en relation avec les politiques environnementales et de gestion des ressources naturelles. En outre, en Amérique latine, l'hétérogénéité des paysanneries reçoit beaucoup plus d'attention, et d'autres fractures dans les sociétés et les paysanneries sont analysées comme source des tensions (Edelman, 2013).

Dans ce sous-continent, au-delà des conflits armés, la littérature a beaucoup insisté sur les mouvements paysans et les dynamiques de contestations plurielles (Delcourt, 2013). Ces dernières visaient un ordre et un agenda néolibéraux de modernisation, notamment pour les secteurs minier, forestier ou rural. L'observation de la dynamique permet de voir que ce sont souvent les peuples autochtones, soutenus par des organisations non gouvernementales (ONG), qui ont produit la critique la plus radicale, au carrefour des processus de privatisation, d'extractivisme et de développementisme (Delgado Pugley, 2019). Par ailleurs, ces paysanneries mobilisées ont également connu des évolutions en termes d'organisation du fait d'une connexion croissante au marché mondialisé (Salama, 2016). Au-delà des luttes contre l'accaparement des terres et l'agrobusiness, ces mouvements paysans combattent aussi la destruction territoriale de leur mode de vie (Nanteuil *et al.*, 2020). Ces revendications révèlent des divergences aussi bien à propos de la gestion de l'accès et du contrôle des ressources que par rapport au contenu de l'économie morale (Scott, 1990).

En ce qui concerne l'Afrique, dans son article focalisé sur la région de Sikasso au Mali, Marte Beldé met en évidence comment des jeunes ruraux pauvres, malgré leurs difficultés pour accéder à des ressources, ne deviennent pas pour autant des proies faciles finissant inéluctablement dans les filets du djihadisme. Elle montre en effet comment ces jeunes développent une pluralité de réponses à la fois contraintes et opportunistes pour orienter leur vie dans des directions avantageuses, le djihadisme n'en étant qu'une potentielle parmi d'autres. En utilisant une approche de navigation sociale – basée sur l'analyse des manœuvres tactiques d'un individu ou groupe social mobilisant des liens sociaux en temps de guerre ou conflit pour saisir des

opportunités dans de telles situations (Vigh, 2006) –, elle parvient à donner un sens aux diverses trajectoires de ces jeunes hommes ruraux. Une telle perspective apporte une contribution contrastée en politisant les actions des jeunes face aux transformations sociales et à la diffusion du djihad.

Pour sa part, Ibrahima Poudiougou, dans son article « Défendre le village et combattre pour le terroir : la mobilisation armée des groupes d'autodéfense à l'épreuve du travail agricole en pays Dogon, au centre du Mali », montre que certains des succès de l'indigénisation et de la ruralisation du djihad sont dus au fait que les paysans ont réussi à se débrouiller pour trouver des réponses à leur marginalisation politique et sociale. Loin de n'être qu'une question d'installation d'un État islamique, le djihad prend ici la forme d'une lutte pour le contrôle des ressources liées à la terre. C'est pourquoi les habitants de cette région font des choix éclairés quant à la possibilité de rejoindre les combattants djihadistes, de s'en accommoder ou de leur résister. L'auteur démontre ainsi comment l'accommodation aux groupes djihadistes s'apparente à un « pragmatisme situationnel » pouvant offrir une forme de protection à court et moyen termes, contre leur propre violence. Dans d'autres cas, des groupes d'autodéfense résistent aux groupes djihadistes avec les armes. Dans cette analyse empirique, l'auteur souligne encore la nécessité de se défaire de la « fétichisation du conflit » et l'importance de prendre en considération la façon dont les choix divergents des paysanneries sont façonnés par des facteurs structurels, historiques et écologiques. Il montre également que beaucoup de positions peuvent être adoptées par les paysanneries, au-delà de « victime » ou « bourreau », deux catégories qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement mutuellement exclusives.

Les paysanneries ne constituent donc, nulle part, des catégories ou des groupes hétéronomes. Elles se déterminent de multiples manières, à travers une série de revendications, de mobilisations, d'innovations et de modes de vie particuliers (Scott, 1985 ; Wolf, 1969). Une analyse minutieuse des « réalités situées » historiquement, politiquement et géographiquement (Devine *et al.*, 2020) doit pouvoir montrer que les paysanneries sont, *in fine*, des actrices dynamiques qui (co-)façonnent les conflits et participent comme protagonistes aux différents processus qu'elles engendrent et subissent à la fois. Au cœur même des conflits armés, ces paysanneries s'organisent, ou sont parfois aussi mobilisées, pour penser et construire un ordre sécuritaire propre (Starn,

1999; Vlassenroot *et al.*, 2022). Cette situation est perceptible par exemple dans le développement du vigilantisme (Hagberg *et al.*, 2019; Poudiougou & Zanoletti, 2020; Soré *et al.*, 2021; Soré, 2019) dont les paysanneries restent le point d'ancrage. À travers les groupes de vigilantisme, les paysanneries répondent à un ordre politique et sécuritaire souvent inopérant et inadapté, comme le démontre aussi l'article de Tanguy Quidelleur sur les koglwego.

En Amérique latine, si la présence d'acteurs armés dans les communautés paysannes a polarisé les paysanneries en désintégrant leurs organisations et en affaiblissant leur cohésion, elle a aussi permis de « développer des formes de survie, s'adaptant aux circonstances de la guerre et aux objectifs politiques des acteurs armés » (Sulca, 2006). Dans d'autres lieux, des paysans ont formé des milices paysannes pour combattre les rebelles ou l'État, et récemment les djihadistes, ce qui a souvent permis de mettre en place un « ordre social en temps de guerre » (Vlassenroot *et al.*, 2016) pour la gestion du bien collectif de leurs communautés locales, en l'absence de l'État (Fumerton, 2018). En Afrique et en Amérique latine, de tels groupes se construisent aussi comme des autorités politiques (Quidelleur, dans ce numéro), contredisant les lectures qui tendent à victimiser ou criminaliser les paysans en les traitant comme de simples complices.

2.3. Cristallisation et instrumentalisation des identités

Le « fétichisme du conflit » est souvent associé à une cristallisation et instrumentalisation des identités – « ethniques » ou lié à l'autochtonie – dans les conflits impliquant des paysans. Cette perspective, qui perçoit les conflits comme « ethniques », a souvent des origines coloniales (Mathys, 2024; Mwambari, 2023). Par exemple, lorsque des paysans prennent les armes, la littérature tend à les dépeindre comme s'ils abandonnaient leur identité pour devenir, *de facto*, des membres de groupes armés.

Dans certaines régions du Mali, une dichotomie implicite entre « insider » et « outsider » fait partie de ce mécanisme (Beldé, dans ce numéro). Un paysan « local » qui prend les armes devient un « étranger » dès lors qu'il est désigné comme « djihadiste », même s'il a des racines locales. En Afrique, des membres des groupes armés sont souvent décrits comme étant guidés par des « instincts identitaires » (Mello, 2012). Dans les situations africaines,

le terme « identitaire » est souvent un raccourci simpliste pour désigner tout ce qui est ethnicisé, en fonction d'une hiérarchie du « bien naître », de temporalités d'occupation ou d'identités territorialisées plus ou moins instrumentalisées. Ces approches sont souvent renforcées par le « fétichisme du conflit » : en se concentrant uniquement sur ce dernier, elles reproduisent souvent les discours mobilisés par les acteurs impliqués, risquant ainsi de reproduire une image très statique des identités.

Cependant, Ibrahima Poudiougou montre dans son article que les groupes d'auto-défense au centre du Mali ont des fondements idéologiques qui soulignent notamment l'importance d'une société rurale adhérant aux traditions ancestrales, au sein d'un État malien unitaire. Certes, cette stratégie a également eu pour effet, dans un premier temps, une certaine réification d'une identité dogon ethno-territoriale homogène (parce qu'elle était stratégiquement utile pour rassembler un grand groupe de combattants contre les djihadistes). Cependant, elle était intenable et n'a duré que peu de temps avant d'être remplacée par une organisation davantage basée sur le village rejetant l'homogénéité ethno-territoriale précédemment supposée des Dogons (avec une structure de commandement plus centralisée). Cela a également eu un effet sur la façon dont ces conflits sont devenus plus localisés. Ce changement stratégique a également impliqué un passage à des échelles d'appartenance plus petites, les combattants étant postés dans des villages où ils avaient une « appartenance à une même communauté de sol ou de sang ». Le résultat a été également que cette « homogénéité dogon » présumée a été mise sous pression. Tous ces processus ont montré la manière dont les identités sont changeantes, multiples et perceptibles dans les pratiques des acteurs.

Le danger de la dépolitisation que favorisent les assignations/appartenances identitaires (fétichisations identitaires selon certains) réside donc dans le fait que de telles approches peuvent mener à ignorer complètement les problèmes structurels et matériels auxquels les paysans sont confrontés. Les paysans y sont souvent impliqués en tant que membres de leur communauté ou groupe ethno-communautaire territorial plutôt qu'en tant que membres des paysanneries – définies notamment par leur résistance contre les tentatives de captation par les politiques de la modernisation – et les conflits y sont interprétés par ce biais plutôt qu'en prenant en compte les stratifications de la paysannerie auxquels ils appartiennent et qu'ils

nourrissent et reproduisent. Une telle approche cache donc la multiplicité des réalités situées dans lesquelles les paysans agissent, leurs multiples identités, ainsi que d'autres divisions pouvant influencer l'implication des paysans dans les conflits.

Au-delà d'une appartenance à une ethnie ou un village, le simple fait d'être paysan, ou même d'être considéré comme « rural », peut suffire à devenir une cible de la violence étatique que sous-tendent les politiques de modernisation (Veuillet, 2020). Tanguy Quidelleur (dans ce numéro) souligne également que dans le cas des *Koglweogo*, leur ancrage dans des zones rurales ou péri-urbaines et leur identification comme « broussards » – en contraste avec l'élite politique et économique – renforcent leur pouvoir de mobilisation et expliquent, en partie, leur reconnaissance et leur légitimité. En ce sens, être du milieu rural veut dire aussi savoir mobiliser les institutions traditionnelles dans le but de participer à la mobilisation des paysans (Soré, 2019).

En Amérique latine également, de telles distinctions ethniques politiques peuvent être importantes en situation de conflits. Hélène Roux expose dans son article comment, au Nicaragua, l'exploitation des ressources naturelles a renforcé les distinctions entre *indígenas* et « paysans ». *A contrario*, elle met en garde contre les discours simplistes opposant les paysans « instrumentalisés » aux indigènes : pour les deux groupes, la navigation au sein de certains modes d'identifications et les revendications qui y sont attachées, sont un moyen de négocier leur autonomie vis-à-vis de l'État.

2.4. Stato-centrisme *versus* économie morale située

Nombre d'études historiques soulignent l'importance de la question des paysanneries comme ordre ou encore comme champ sociopolitique, ainsi que leur utilisation de la violence comme outil politique (Houtart, 2016 ; Verhaegen, 2006 ; Weiss, 1967). Cependant, cette approche est négligée dans certaines perspectives théoriques plus récentes sur les groupes et les mobilisations armés (Shaw, 2000 ; Lenway *et al.*, 2022 ; Vlassenroot *et al.*, 2016). Cela a tendance à dépolitiser des champs sociopolitiques extra-étatiques tels que celui des paysanneries.

Une nouvelle école de pensée a néanmoins élaboré une sociologie des contestations armées qui permet de considérer les paysanneries comme un champ sociopolitique en soi. Selon cette perspective, un conflit armé peut être considéré comme « la coexistence, sur le même territoire national, d'ordres sociaux concurrents engagés dans une relation violente » (Baczko & Dorronsoro, 2017: 18). Ces ordres sociaux incluent une « économie de la violence », un référentiel propre relatif aux capitaux des acteurs et des institutions adaptées au contexte dans lequel évoluent ces derniers (Baczko & Dorronsoro, 2017: 18). Le territoire national est donc considéré comme la coexistence de différentes arènes politiques avec des identités, des systèmes juridiques et normatifs ainsi que des rationalités différentes (Brabant & Nzweve, 2013).

Dans ce domaine, les groupes armés non étatiques, les institutions coutumières, etc., se comportent comme des autorités publiques. Ils revendiquent une reconnaissance en tant qu'acteurs politiques légitimes négociant le pouvoir et l'autorité (Lund, 2013; Carayannis *et al.*, 2018). De telles relations sont qualifiées d'« hétérarchiques » (Hüsken, 2019), c'est-à-dire des relations imbriquées dans une multitude de hiérarchies, liées par des réseaux complexes avec diverses agrégations d'acteurs et de relations. Néanmoins, ces relations ne sont jamais statiques. Un changement de régime peut avoir un impact important sur la façon dont ces négociations peuvent se manifester (Ramirez *et al.*, dans ce numéro).

Pour ce qui est des paysanneries d'Afrique, leurs autorités coutumières méritent une attention spécifique. Les États coloniaux en Afrique ont créé des zones urbaines et rurales fondamentalement différentes en termes d'organisation politique, et en termes de cadres juridiques dans lesquels elles étaient intégrées (Mamdani, 1992). Ni entièrement traditionnelles ni simplement des impositions coloniales (Verweijen & Van Bockhaven, 2020; Vlassenroot *et al.*, 2020), les autorités traditionnelles continuent de jouer des rôles importants en matière de gouvernamentalité des zones rurales. Dans les études de paix et de conflit, du fait de la diffusion d'un discours sur la crise de l'État, les acteurs dits « traditionnels » ont été envisagés comme pouvant soutenir l'État et renforcer sa légitimité, en assumant par exemple des rôles importants dans la gestion des terres ainsi que dans les affaires judiciaires. Pour autant, ils ne sont pas de simples récipiendaires ou

partenaires étatiques et possèdent, dans le même temps, des liens forts avec les paysanneries dont ils sont eux-mêmes issus, et dont ils peuvent partager certaines revendications et formes de lutte.

Bien que cette perspective prenne en compte les acteurs locaux, elle doit veiller à ne pas perdre de vue la position et le rôle des paysanneries en tant qu'actrices politiques et actrices du politique, indirectement par le soutien symbolique ou réel qu'elles apportent à l'un ou l'autre des protagonistes. Dans d'autres cas, elles interviennent directement dans la relation violente sur le territoire en question. Les koglweogo au Burkina Faso, par exemple, ne peuvent pas être définis uniquement comme un groupe manifestant une forme de vigilantisme. Dans leurs pratiques, ils négocient aussi leur relation à l'État et participent à l'administration de l'espace rural à travers une bureaucratisation « par le bas » qui reproduit quelque part celle de l'État (Soré *et al.*, 2021 ; Quidelleur, dans ce numéro).

L'analyse d'Ibrahima Poudiougou (dans ce numéro) sur les groupes d'autodéfense à Bandiagara, au Mali, soulève également la question de l'échelle à laquelle ces paysanneries fonctionnent en tant qu'espace social et politique. Avec une stratégie de lutte plus diffuse contre le djihadisme, le village, en tant que principal ancrage spatial de cette lutte, permet à ses chefs d'exercer un contrôle politico-militaire plus important sur leur territoire coutumier. Cependant, ils doivent, en parallèle, veiller à maintenir leur légitimité auprès des villageois. Ce qui conduit, *de facto*, à réduire les tensions et violences entre groupes combattants et villageois, redonnant à l'analyse bâtie sur l'économie morale toute sa place et sa pertinence. Les effets de cette dynamique ont également un impact sur l'organisation de la vie quotidienne des paysans. Cela a permis, par exemple, d'intégrer le calendrier agricole à l'organisation militaire et d'adapter le recrutement armé à la saisonnalité des activités agricoles.

La question de recadrer les échelles ou les imaginaires spatiaux se pose aussi pour la sortie des conflits, comme le notent Luis Antonio Ramirez Zuluaga, Andrea Montoya Rodas, et Andrés Felipe Osorio, pour l'Amérique latine. Dans leur article « Territorialidades campesinas en los escenarios transicionales », ils reviennent sur l'importance de développer des territorialités spécifiques aux paysanneries. Ils analysent la sortie de la guerre à travers

des approches de la transition politique vers la démocratisation. Ils utilisent le concept de *territorial trap* d'Agnew, qui critique l'idée que les événements politiques se produisent de manière homogène à l'intérieur des limites des territoires nationaux. Les auteurs soutiennent qu'il est nécessaire de dépasser ce niveau centré sur l'État, qui naturalise l'espace mondial en « États ». Il faut également considérer le niveau « infra-national » et se concentrer plutôt « au niveau des processus situés ». Pour les paysanneries, ces processus ont une spécificité rurale qui doit être prise en compte. Ils soulignent également l'importance de la réappropriation de ces espaces ruraux sous l'influence des « imaginaires moraux » (Agnew, 2015).

On pourrait même aller plus loin, tant les relations entre les paysanneries et les États sont riches et complexes. Il existe ainsi une longue tradition d'études analysant les formes de résistance active, d'opposition, de ruse ou de contournement mis en place par les paysanneries vis-à-vis de l'État, et aux efforts de celui-ci pour les contrôler, comme dans les études sur les jacqueries paysannes (Wolf, 1969 ; Merlet 2010). Dans ce numéro, Hélène Roux adopte une approche sur le long terme pour examiner ces relations, parfois conflictuelles, parfois plus apaisées, entre paysans et État au Nicaragua. Au-delà de cette analyse notable, elle démontre que ces relations contextuelles doivent être resituées et comprises en référence aux mots d'ordre, prescriptions et agendas internationaux et mondiaux en matière de développement. C'est un argument clé pour une repolitisation des analyses.

Conclusion

Ce dossier a l'ambition de resituer les réalités complexes et changeantes des paysanneries en relation avec la pluralité des conflits violents en Afrique et en Amérique latine. Loin de le faire à partir de postures réifiantes, d'idées reçues ou d'images donnant des paysanneries une vision figée, rétrograde, romantique ou apolitique, comme l'ont fait certaines approches culturalistes et essentialistes des paysanneries, notre objectif est de saisir leurs actions en contexte de conflits violents, afin de percevoir leurs formes de subjectivation en tant qu'acteurs politiques.

Les articles du dossier montrent, de prime abord, combien les paysans sont des acteurs politiques naviguant entre différentes sphères sociales, en quête de ressources et de sens et pouvant parfois reproduire des pratiques étatiques, comme prélever des taxes ou rendre la justice par le biais de tribunaux populaires.

Ce qui ressort fortement de ces articles, c'est que ce sont souvent les injustices subies par ces paysans, au fil d'une histoire émaillée de violences et d'ambivalence dans leur relation avec l'État, qui structurent leurs répertoires d'action et construisent leurs positions. C'est aussi à partir de ces conditions matérielles que l'on peut saisir le caractère stratégique de leur identification en tant que paysans marginalisés, identification qui recouvre d'ailleurs des formes mouvantes et changeantes, (re)définies en fonction de l'échelle, du lieu et du temps.

Ce dossier montre également que ces luttes paysannes, dans lesquelles l'État se retrouve souvent pris, notamment en raison de son soutien au capitalisme, sont aussi des luttes sur les valeurs, telles qu'elles sont exposées dans plusieurs cas de ce numéro spécial. Elles relèvent aussi d'une certaine économie morale, sur la base de laquelle les paysans sont capables de nouer des alliances, notamment avec les chefs traditionnels.

Ce dossier soulève enfin des questions épistémologiques : comment écrire sur les actions paysannes en période de conflit violent ? Comment échapper au discours des récits dominants ? Il montre divers mécanismes de dépolitisation des paysanneries en conflit et insiste sur la nécessité de s'en écarter. En outre, ce dossier met l'accent sur le fait que ces écueils occultent le caractère politique des paysanneries dans leur longue lutte contre les politiques de modernisation qui ont longtemps prédit leur disparition. Enfin, ce dossier nous invite à penser les paysanneries et les conflits violents dans l'optique de comprendre comment, en tant qu'acteurs semi-autonomes, les paysanneries négocient, évoluent, se reconfigurent, voire se renouvellent et perdurent avec et au sein d'un ensemble plus large d'acteurs et de moteurs de changements plus globaux, malgré les multiples défis et vulnérabilités auxquels elles sont confrontées.

BIBLIOGRAPHIE

- Abel, G. J., Brottrager, M., Crespo Cuasmasma, J., & Muttarak, R. (2019). Climate, Conflict and Forced Migration. *Global Environmental Change*, 54, 239-249. DOI : 10.1016/j.gloenvcha.2018.12.003
- Agnew, J. (2015). Revisiting the Territorial Trap. *Nordia Geographical Publications*, 44(4), 43-48.
- Ansoms, A. (2009). *Faces of Rural Poverty in Contemporary Rwanda: Linking Livelihood Profiles and Institutional Processes*. Thèse de doctorat, Universiteit Antwerpen.
- Autesserre, S. (2010). *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*. Cambridge University Press.
- Baczko, A., & Dorronsoro, G. (2017). Pour une approche sociologique des guerres civiles. *Revue française de science politique*, 67, 309-327. DOI : 10.3917/rfsp.672.0309
- Bahati Shamamba, D., Ansoms, A., Bisimwa Basengere, E., & Lebailly, P. (2021). L'agriculture familiale à l'épreuve de la concurrence foncière au Sud-Kivu. *Conjonctures de l'Afrique centrale*, 97, 293-312.
- Baird, A. (2020). From Vulnerability To Violence: Gangs And "Homicide Booms" In Trinidad And Belize. *Urban Crime. An International Journal*, 1(2), 76-97.
- Barkin, D. (2004). Who are the Peasants? *Latin American Research Review*, 39(3), 270-281. DOI : 10.1353/lar.2004.0040
- Bashizi, A., et al. (2021). Real Governance of the COVID-19 Crisis in the Great Lakes Region of Africa. *Journal of Eastern African Studies*, 15(2), 190-213.
- Bernstein, H. (1990). Agricultural "modernisation" and the Era of Structural Adjustment: Observations on sub-Saharan Africa. *Journal of Peasant Studies*, 18(1), 3-35. DOI : 10.1080/03066159008438441
- Binford, L. (2022). *From Popular to Insurgent Intellectuals: Peasant Catechists in the Salvadoran Revolution*. Rutgers University Press.
- Binford, L., Gill, L., & Striffler, S. (Eds.). (2020). *Fifty Years of Peasant Wars in Latin America*. Berghahn Books.
- Boyer, C. R. (2003). *Becoming Campesinos: Politics, Identity, and Agrarian Struggle in Postrevolutionary Michoacán, 1920-1935*. Stanford University Press.
- Brabant, J., & Nzweve, J. L. (2013). La houe, la vache et le fusil. Conflits liés à la transhumance en territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC) : état des Lieux et leçons tirées de l'expérience de LPI. Life & Peace Institute.
- Bryceson, D. F., Kay, C., & Mooij, J. (2000). *Disappearing Peasantries? Rural Labour in Africa, Asia and Latin America*. Intermediate Technology Publications.
- Carayannis, T., Vlassenroot, K., Hoffmann, K., & Pangburn, A. (2018). *Competing Networks and Political Order in the Democratic Republic of Congo: A Literature Review on the Logics of Public Authority and International*

- Intervention*. London School of Economics and Political Science.
- Conca, K., & Wallace, J. (2013). Environment and Peacebuilding in War-torn Societies: Lessons from the UN Environment Programme's Experience with Post-conflict Assessment. In Jensen, D., & Loneragan, S. (Eds.). *Assessing and Restoring Natural Resources in Post-conflict Peacebuilding* (77-98). Routledge.
- Cooper, F. (1981). Peasants, Capitalists, and Historians: A Review Article. *Journal of Southern African Studies*, 7(2), 284-314. <http://www.jstor.org/stable/2636381>
- Daiber, B., & Houtart, F. (2012). *A Postcapitalist Paradigm: The Common Good of Humanity*. Rosa Luxemburg Foundation Brussels.
- Delcourt, L. (Ed.) (2013). *État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans*. Centre tricontinental/Syllepse.
- Delgado Pugley, D. (2019). A Toxic Development: Pollution and Change in an Amazonian Oil Frontier. In Joseph, S. (Ed.). *Commodity Frontiers and Global Capitalist Expansion: Social, Ecological and Political Implications from the Nineteenth Century to the Present Day* (255-277). Palgrave Macmillan. DOI : 10.1007/978-3-030-15322-9
- Devine, J. A., Ojeda, D., & Garzón, S. M. Y. (2020). Current Peasant Formations in Latin America: Conceptualizations, Political Subjects, and Territories in Dispute. *Antipoda. Revista de Antropología y Arqueología*, 40, 3-25.
- Edelman, M. (2013). What is a Peasant? What are Peasantries? A Briefing Paper on Issues of Definition. First Session of the Intergovernmental Working Group on a United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas, Geneva. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/HRBodies/HRCouncil/WGPLeasants/MarcEdelman.pdf>
- Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2023). *World Food and Agriculture – Statistical Yearbook 2023*. FAO. <https://www.fao.org/documents/card/en?details=cc8166en>
- Favarel-Garrigues, G., & Gayer, L. (2016). Violent la loi pour maintenir l'ordre : Le vigilantisme en débat. *Politix*, 3, 7-33.
- Feierman, S. M. (1990). *Peasant Intellectuals : Anthropology and History in Tanzania*. The University of Wisconsin Press.
- Fumerton, M. A. (2018). Beyond Counterinsurgency: Peasant Militias and Wartime Social Order in Peru's Civil War. *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 105, 61-86. DOI : 10.18352/erlacs.10374
- Goodhand, J. (2000). Research in Conflict Zones: Ethics and Accountability. *Forced Migration Review*, 8(4), 12-16.
- Hagberg, S., et al. (2019). *Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*. Uppsala University. <https://uu.diva-portal.org/smash/get/diva2:1368559/FULLTEXT01.pdf>

- Hecker, T., *et al.* (2013). Does Perpetrating Violence Damage Mental Health? Differences between Forcibly Recruited and Voluntary Combatants in DR Congo. *Journal of Traumatic Stress*, 26(1), 142-148. DOI : 10.1002/jts.21770
- Hill, F. (1977). Experiments with a Public Sector Peasantry: Agricultural Schemes and Class Formation in Africa. *African Studies Review*, 20(3), 25-41. DOI : 10.2307/523752
- Houtart, F. (2016). Qual sociedade e qual agricultura queremos? *Retratos de Assentamentos*, 19(2), 15-20.
- Hüsken, T. (2019). *Tribal Politics in the Borderland of Egypt and Libya*. Springer.
- Kautsky, K. (1900). *La question agraire : étude sur les tendances de l'agriculture moderne*. V. Giard & E. Brière.
- Kearney, M. (2018). *Reconceptualizing the Peasantry: Anthropology in Global Perspective*. Routledge.
- Lenway, S., *et al.* (2022). The Evolving Political Marketplace: Revisiting 60 years of Theoretical Dominance through a Review of Corporate Political Activity Scholarship in *Business & Society* and Major Management Journals. *Business & Society*, 61(5), 1416-1470. DOI : 10.1177/00076503221084660
- Lombard, J. (1981). Une autre « fin des paysans » : ceux d'Afrique noire. *Revue Tiers Monde*, 85, 33-59. DOI : 10.3406/tiers.1981.3999
- Lund, C. (2006). Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa. *Development and Change*, 37(4), 685-705. <https://doi.org/https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.2006.00497.x>
- Mamdani, M. (1992). *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton University Press.
- Marx K. (1867). *Le capital*, premier livre, *Le procès de production du capital*. Traduit de l'Allemand et présenté par Roger Dangeville. http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/capital_chapitre_inedit/capital_chapitre_VI_inedit.pdf
- Mathys, G. (2024, forthcoming). *Fractured Pasts in Lake Kivu's Borderlands. Conflicts, Connections and Mobility in Central Africa*. Cambridge University Press.
- Mello, P. A. (2012). "New" and "Old" Wars. In *The SAGE Encyclopedia of War: Social Science Perspectives*. Sage. DOI : 10.4135/9781483359878.n459
- Mendras, H. (2000). L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre. *Revue française de sociologie*, 41(3), 539-552.
- Merlet, M. (2010). Différents régimes d'accès à la terre dans le monde. Le cas de l'Amérique latine. *Mondes en développement*, 151, 35-50. DOI : 10.3917/med.151.0035
- Moyo, S., & Yeros, P. (Eds.) (2005). *Reclaiming the Land: The Resurgence of Rural Movements in Africa, Asia and Latin America*. Zed Books.

- Mwambari, D. (2023). *Navigating Cultural Memory Commemoration and Narrative in Postgenocide Rwanda*. Oxford University Press.
- Nanteuil, M. (de), Mora Cortes, A. F., Ocampo Carvajal, A., & Coppens, P. (2020). *La Colombie dans la globalisation. Processus de paix, accord de commerce et régulation de l'économie globale*. Université catholique de Louvain.
- Newbury, D., & Newbury C. (2000). Bringing the Peasants Back in: Agrarian Themes in the Construction and Corrosion of Statist Historiography in Rwanda. *The American Historical Review*, 105(3), 832-877. DOI : 10.2307/2651812
- Nkounawa Fotso, R. M. (2019). Configurations familiales agropastorales et construction des parcours individuels dans les sociétés rurales africaines : cas des jeunes Bamiléké dans la région de l'Ouest du Cameroun. Thèse de doctorat, université catholique de Louvain, Centre d'études du développement.
- Nyenyenzi Bisoka, A., & Geens, H. (2021). The Price of Progress: Economic Growth, Authoritarianism, and Human Rights in Rwanda. In Omeje, K. (Ed.). *The Governance, Security and Development Nexus: Africa Rising* (253-271). Palgrave MacMilan.
- Nyenyenzi Bisoka, A. (2019). The Great Lakes in Africa: Regional Politics and Dynamics. In *Oxford Research Encyclopedia of Politics*. DOI : 10.1093/acrefore/9780190228637.013.847
- Nyenyenzi Bisoka, A. (2016). Invention de la terre et production des « anormaux » dans le dispositif foncier en Afrique : penser le pouvoir et la résistance à l'accaparement des terres en Afrique des Grands Lacs. Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain, Écoles des sciences politiques et sociales.
- Pearce, J. (2007). Violence, Power and Participation: Building Citizenship in Contexts of Chronic Violence. *Working Paper*, 274. Institute of Development Studies. <https://www.participatorymethods.org/files/wp274-1.pdf>
- Peemans, J.-P. (2016). La question de la place du monde paysan dans le développement rural en RDC : une perspective historique de longue période. *Cahiers africains, conjonctures congolaises* 2015, 87, 115-146.
- Poudiougou, I., & Zanoletti, G. (2020). Fabriquer l'identité à la pointe de la kalache. Violence et question foncière au Mali. *Revue internationale des études du développement*, 243, 37-65. DOI : 10.3917/ried.243.0037
- Poudiougou, I. (2023). Dan Nan Ambassagou, un mouvement d'auto-défense armé en pays dogon. *Anthropos*, 118(2), 395-417. DOI : 10.5771/0257-9774-2023-2-395
- Salama, P. (2016). Amérique latine, des années 1950 à aujourd'hui, mutations, essor et nouvelles dépendances. *Revue d'économie financière*, 124, 23-44. DOI : 10.3917/ecofi.124.0023
- Scott, J. C. (1990). *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. Yale University Press.

- Scott, J. C. (1985). *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. Yale University Press.
- Shaw, T. (2000). *Contemporary Conflicts in Africa: Implications for Development Studies/ Policies*. Institut for Historie, Internationale Studier og Samfundsforhold, Aalborg Universitet. https://vbn.aau.dk/ws/portal-files/portal/33640397/DIR_wp_93.pdf
- Soré, Z. (2019). S'adosser à la chefferie traditionnelle pour se développer : la stratégie d'implantation des koglweogo au Burkina Faso. *Revue africaine et malgache de recherche scientifique*, série Sciences humaines, 13, 221-239.
- Soré, Z., Cote, M., & Zongo, B. (2021). Politiser le « vide sécuritaire » : à propos des groupes d'autodéfense koglweogo au Burkina Faso. *Politique africaine*, 163, 127-144. DOI : 10.3917/polaf.163.0127
- Soré, Z., & Cote, M. (2021). Péril terroriste et reconfiguration des relations forces de défense et de sécurité (FDS) et groupes de vigilantisme au Burkina Faso. In Rouamba-Ouédraogo, V. *Crise sécuritaire dans les pays du G5 Sahel. Comprendre pour agir*, (263-283). L'Harmattan.
- Stearns, J. (2011). *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*. Public Affairs.
- Stojetz, W., & Brück, T. (2023). Coping with Compounding Challenges in Conflict Crises. Evidence from North-east Nigeria. *Policy Research Working Paper*, 10379. World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/df1b953b-86ae-4f9e-9831-c1c44d9ba8ff/content>
- Sulca, R. S. A. (2006). Aprendimos a convivir con los senderistas y militares: violencia política y respuesta campesina en Huamantla, 1980-1993. *Investigaciones sociales*, 10(17), 261-284. DOI : 10.15381/is.v10i17.7065
- Tangara, M. B., et al. (2020). Cultures de rentes et diversification des revenus agricoles à travers la culture d'échalote en zone Office du Niger. *Revue malienne de science et de technologie*, 1(24).
- Utas, M. (Ed.) (2012). *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*. ZED Books.
- Van Leeuwen, M., Mathys, G., de Vries, L., & Van der Haar, G. (2022). From Resolving Land Disputes to Agrarian Justice – Dealing with the Structural Crisis of Plantation Agriculture in Eastern DR Congo. *Journal of Peasant Studies*, 49(2), 309-334. DOI : 10.1080/03066150.2020.1824179
- Vanhaute, E. (2021). *Peasants in World History*. Routledge.
- Verweijen, J., & Van Bockhaven, V. (2020). Revisiting colonial legacies in knowledge production on customary authority in Central and East Africa. *Journal of Eastern African Studies*, 14(1), 1-23. DOI : 10.1080/17531055.2019.1710366
- Veillet, E. (2020). Le grain contre le bétail : la contestation d'un ordre socio-politique imposé. Relecture des conflits agropastoraux de la région de Mundri, au Soudan du Sud. *Revue internationale des études du développement*, 243, 89-113. DOI : 10.3917/ried.243.0089

- Vigh, H. E. (2006). Social Death and Violent Life Chances. In Christiansen, C., Utas, M., & Vigh, H. E. (Eds). *Navigating Youth, Generating Adulthood: Social Becoming in an African Context* (31-60). Nordiska afrikainstitutet.
- Vlassenroot, K., Mudinga, E., & Hoffmann, K. (2016). *Contesting Authority: Armed Rebellion and Military Fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu*. Rift Valley Institute.
- Vlassenroot, K., Mudinga, E., & Musamba, J. (2020). Navigating Social Spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern DR Congo. *Journal of Refugee Studies*, 33(4), 832-852. DOI : 10.1093/jrs/feaa048
- Vlassenroot, K., Nyenyezi Bisoka, A., Mudinga, E. M., & Muzalia Kihangu, G. (2022). Producing Democracy in Armed Violence Settings: Elections and Citizenship in Eastern DRC. *Journal of Civil Society*, 18(2), 165-182. DOI : 10.1080/17448689.2022.2068626
- Weiss, H. (1967). *Political Protest in the Congo: The Parti Solidaire Africain during the Independence Struggle*. Princeton University Press. DOI : 10.2307/j.ctvd58tcn
- Wolf, E. R. (1969). *Peasant Wars of the Twentieth Century*. Harper & Row.
- Yépez del Castillo, I., Charlier, S., Lemaître, A., Piccoli, E., Verhaegen, E. (2018). *Le développement revisité. 60 ans d'études du développement*. Presses universitaires de Louvain.

